

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Il est plus que temps de séparer le Medef de l'État**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 26 mai 2016

---

**Démocratie & Socialisme**

---

« *La réforme du droit du travail, voulue et imposée par le gouvernement Valls, est le minimum qu'il faut faire* » [1]  
C'est Juncker le président de la Commission européenne qui ose ainsi s'exprimer, lui qui fut de nombreuses années Premier ministre d'un paradis fiscal, le Luxembourg ! Les choses sont claires. **Les libéraux veulent casser la résistance des salariés, et pour cela diminuer brutalement les protections que les luttes sociales leur ont permis de conquérir.** Non seulement le gouvernement français l'accepte mais, sous la coupe des jusqu'au-boutistes Valls et Macron, il s'obstine à vouloir imposer le projet de loi El Khomri, rejeté par 74 % de la population et sans majorité au Parlement.

Le mouvement social dure, s'étend, cherche de nouvelles formes d'action : « On ne lâche rien » ! **Il faut à nouveau être massivement en grève et dans la rue le 26 mai** à l'appel de l'intersyndicale. **Journées d'action, blocages et la perspective d'une manifestation nationale le 14 juin vont permettre au mouvement de persister.** Si cela est possible, c'est que cette lutte est soutenue par une grande majorité des salariés du pays. Mais ils sont aussi nombreux à dire : « *On voudrait bien faire grève nous aussi, mais on n'a pas les moyens* » [2]. Les actions menées ont pour but de les convaincre que leur intérêt est de rentrer eux aussi dans l'action. **Car l'action paie** : les routiers ont obtenu d'être exclus de la loi El Khomri sur le paiement du temps de travail (et donc des heures supplémentaires.) Tout comme avant eux, les intermittents avaient obtenu satisfaction en occupant les salles de spectacles, les théâtres. Le gouvernement est impopulaire, il est faible, il craint plus que tout une généralisation des grèves.

**Séparer le Medef de l'État : cette exigence monte dans la société.** Et c'est une bonne chose ! Contrairement à ses promesses, François Hollande ne s'est pas attaqué au monde de la finance. La collusion de Bercy, des banques et du Medef est restée intacte. Qu'une banque comme la BNP soit obligée de fermer ses filiales aux îles Caïmans est « porteur d'espoir », cela signifie que « *l'action citoyenne désobéissante secondée par les lanceurs d'alerte, peut mettre en échec cette collusion* » [3]

Se battre aujourd'hui pour la fin des paradis fiscaux ou pour l'abandon des « réformes structurelles » libérales, comme la funeste loi El Khomri, **c'est la forme moderne du combat mené depuis toujours par les socialistes contre la caste des privilégiés.**

---

[1] *Le Monde* du 21 mai.

[2] Reportage de *France Bleu Loire Océan* lors du blocage de la zone portuaire de Saint-Nazaire le 24 mai.

[3] *Attac* 24 mai.